

IAA
Service environnement
DDPP du Finistère
2 rue de Kerivoal
29334 Quimper

Quimper, le 12/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PRIMEL GASTRONOMIE

LIEU DIT KERFEUNTEUN
29630 Plougasnou

Références : -
Code AIOT : 0052902597

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement PRIMEL GASTRONOMIE implanté LIEU DIT KERFEUNTEUN 29630 Plougasnou. L'inspection a été annoncée le 13/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRIMEL GASTRONOMIE
- LIEU DIT KERFEUNTEUN 29630 Plougasnou
- Code AIOT : 0052902597

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Primel Gastronomie (groupe SILL) exploite une installation de fabrication de plats cuisinés surgelés.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Actions correctives issues de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Plan d'entretien et de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Utilisation de biocides	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
25	Carnet de suivi des interventions sur l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 17/10/2017, article 2	Sans objet
2	Réalisation et actualisation de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Sans objet
3	Contenu de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Sans objet
6	Gestion	Arrêté Ministériel du 14/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	hydraulique	article 26.I.2.a	
7	Stratégie de traitement préventif de l'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b-----26.I.2.b	Sans objet
9	Produits de décomposition des biocides	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b	Sans objet
10	Indicateurs physico-chimiques et microbiologiques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3	Sans objet
11	Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a-----26.I.2.b-----26.I.1.c	Sans objet
12	Transmission des résultats à l'inspection	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e	Sans objet
13	Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b	Sans objet
14	Surveillance de l'eau d'appoint	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28.2	Sans objet
15	Résultats de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d	Sans objet
16	Procédures écrites	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b-----26.I.1.c	Sans objet
17	Concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 100 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.a-----26.II.1.b-----26.II.1.c-----26.II.1.d-----26.II.1.e-----26.II.1.f	Sans objet
18	Concentration en Legionella pneumophila entre 1 000 UFC/L et 100 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2.a-----26.II.2.b	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
19	Présence de flore interférente	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.3	Sans objet
20	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5	Sans objet
21	Rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22	Sans objet
22	Entretien des appareils et réserves en produits de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b	Sans objet
23	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.-----26.I.2.c	Sans objet
24	Emplacement et marquage du point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b	Sans objet
26	Obligation de port d'EPI	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.VI	Sans objet
27	Produits de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	Sans objet
28	FDS (REACH ou règlement des produits biocides)	Autre du 22/05/2012, article Art.37.5	Sans objet
29	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 22/04/2008, article 4.3.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate que plusieurs points de contrôle sont susceptibles de suite à l'issue de cette visite. Il convient à l'exploitant de transmettre, dans les délais impartis, les justificatifs relatifs à ces points abordés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2017, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique ICPE
Prescription contrôlée :

Rubriques de la nomenclature	Volumes autorisés	Régime
4735-1-a	5.3T	A
2220-B-2-a	66.3T/j en pointe	E
2221-B-1	38.6T/j en pointe	E
2221 et 2220	25000T/an	-
2921-b	4 TAR / 4309kW	E
1510-3	30033m ³	DC
4718-2	26T	DC
1530-3	13900m ³	D
2925	120kW	D

Constats :

L'exploitant indique que les rubriques de la nomenclature ainsi que les volumes autorisés demeurent conformes à ceux mentionnés dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 octobre 2017. A l'exception de la rubrique 2921-b qui a été modifiée à la suite du donné acte du 6 septembre 2023, correspondant au passage de quatre à trois tours aéroréfrigérantes (TAR), pour une puissance totale de 4 036 kW et la rubrique 2910-A-2 qui a été intégrée à la nomenclature à la suite de la demande formulée par l'exploitant au bénéfice des droits acquis, pour une puissance thermique déclarée de 2,050 MW (donné acte du 03 mars 2026).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation et actualisation de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a

Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Analyse méthodique des risques

Prescription contrôlée :

Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques.

[...]

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une par ans, l'analyse méthodique

des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.
Constats : L'exploitant a transmis en amont de l'inspection le rapport d'analyse méthodique de risque de développement des légionelles réf. rapport : E14Q3/25/1262 du 25/06/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contenu de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Analyse méthodique des risques
Prescription contrôlée : L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation - les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p>
Constats : L'inspection constate que l'Analyse Méthodique des Risques (AMR) explicite les éléments attendus, notamment la description de l'installation, son schéma de principe et ses conditions d'aménagement. Trois circuits sont identifiés: <ul style="list-style-type: none"> - Circuit 1 : salle des machines - Circuit 4 : cuisson - féculents; - Circuit 3 : process - surgélateurs (VIS). <p>Pour chacun des circuits sont précisés : l'identification, les caractéristiques hydrauliques, les conditions de fonctionnement, l'origine de l'eau d'appoint et les modalités de rejet, ainsi que la stratégie de traitement préventif et correctif mise en œuvre.</p> <p>L'origine et la qualité de l'eau d'appoint sont décrites (forage), de même que les traitements associés (adoucissement). L'identification des facteurs de risques liés à la conception ou à l'exploitation de l'installation est jugée satisfaisante.</p> <p>L'AMR indique, s'agissant de la revue du plan d'entretien préventif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Partie « eau d'appoint » : il convient d'intégrer au plan d'entretien la désinfection de la résine (de

préférence avant redémarrage), ainsi que le contrôle et, le cas échéant, l'ajustement des cycles de régénération.

- Partie « eau de circuit et tours associées » : les dispositions apparaissent satisfaisantes.
- Partie « eau de rejet » : plusieurs points doivent être complétés, notamment le nettoyage des filtres, le nettoyage (avec détartrage si nécessaire) et la désinfection de l'ensemble du circuit et des équipements associés, l'entretien et la vérification des appareils de mesure, la manœuvre des vannes et by-pass, ainsi que l'entretien des compteurs.

Concernant le plan de surveillance analytique :

- Partie « eau d'appoint » : la traçabilité et les résultats constatés sur site sont satisfaisants.
- Partie « eau de circuit » : une amélioration est attendue sur le suivi du dosage des deux biocides, le suivi de la consommation d'eau rejetée (m³/jour) et la mise en place d'un indicateur de suivi du résiduel de produit.

Le bilan annuel reste à établir et à transmettre.

L'examen de la grille d'analyse méthodique du risque de développement des légionelles met en évidence les points suivants :

- prévoir la suppression du bras mort sur le réseau d'eau d'appoint ;
- formaliser un bilan de fonctionnement ;
- améliorer la surveillance de la consommation des produits de traitement, notamment par la mise en place d'un système de suivi (ex. sondes par bidon) permettant de corréler les consommations de produits avec les volumes d'eau d'appoint et de vérifier l'adéquation au dosage prescrit (g/L) ;
- réaliser un relevé mensuel des consommations d'eau d'appoint et des volumes de rejet afin d'optimiser les taux de concentration ;
- formaliser la traçabilité des cycles de régénération de l'adoucisseur dans le plan d'entretien ;
- modifier le point de prélèvement de l'eau d'appoint, actuellement non pertinent, en amont du traitement UV et de l'eau mitigée ;
- procéder au marquage de la référence du point de prélèvement sur la tour « salle des machines - pistons », en l'absence actuelle de panneau signalétique.

Les éléments relatifs au plan de formation devront être complétés ou précisés, le cas échéant, afin de s'assurer de l'adéquation des compétences des personnels en charge de l'exploitation et du suivi de l'installation.

L'exploitant indique que certaines de ces observations ont fait l'objet d'actions correctrices.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre en œuvre les actions correctives vis à vis des points évoqués dans l'Analyse Méthodique des Risques (AMR) de 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Actions correctives issues de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a

Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Analyse méthodique des risques

Prescription contrôlée :

Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

[...]

Sur la base de l'AMR sont définis :

les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;

un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;

les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

Constats :

L'exploitant indique que certaines actions correctives identifiées dans le cadre de l'AMR 2025 ont été mises en œuvre. Toutefois, aucun plan d'action formalisé n'a été établi afin d'en assurer la planification, le suivi et la traçabilité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Établir le plan d'action mis en œuvre à la suite de l'AMR 2025 et le transmettre à l'inspection.

Préciser, pour chaque action identifiée, les mesures retenues, les échéances associées ainsi que l'état d'avancement de leur mise en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Plan d'entretien et de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b

Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Analyse méthodique des risques

Prescription contrôlée :

Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.

Constats :

L'exploitant a transmis, préalablement à l'inspection, le document intitulé « plan d'entretien des TAR ». Ce document précise les différentes opérations d'entretien à réaliser sur les installations ainsi que leur fréquence respective.

Un onglet du fichier « Suivi eau tours 2025 » recense également les interventions à réaliser et leurs fréquences respectives, mais le tableau correspondant n'est pas complété. Certaines fréquences définies sont incohérentes avec le document intitulé « plan d'entretien des TAR ».
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Harmoniser l'ensemble des documents de suivi relatifs à la maintenance des TAR afin de garantir la cohérence des fréquences et des opérations mentionnées ; Compléter l'onglet « interventions » du fichier « Suivi eau tours 2025 », en y renseignant les opérations effectivement réalisées, leurs dates et, le cas échéant, les observations associées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Gestion hydraulique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.a
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Traitement préventif
Prescription contrôlée : Afin de lutter efficacement contre le biofilm sur toutes les surfaces en contact avec l'eau circulante dans l'installation et de garantir l'efficacité des traitements mis en œuvre, l'exploitant s'assure d'une bonne gestion hydraulique dans l'ensemble de l'installation.
Constats : L'AMR transmise mentionne une vitesse d'eau de 1,3 m/s pour le circuit 1 « Salle des machines - PISTON » ainsi que pour le circuit 4 « Cuisson - Féculents ». En revanche, aucune donnée relative à la vitesse d'écoulement n'est renseignée pour le circuit 3 « Process - Surgélateurs (VIS) ». L'installation prévoit une injection en continu de deux produits de traitement : un dispersant minéral antitarte anticorrosion (Inhibitor ZP8503) et un biocide non oxydant (Spectrus NX 1164), avec une valeur cible de 30 g/m ³ pour chacun des deux produits. Les temps de contact et les demi-vies des produits de traitement ne sont pas renseignés dans l'AMR pour les trois circuits.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compléter ces éléments lors de la prochaine révision de l'AMR.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stratégie de traitement préventif de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b-----26.I.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Traitement préventif
Prescription contrôlée : Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée

par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien

L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.

L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.

Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.

Constats :

L'exploitant a transmis, préalablement à l'inspection, la fiche relative à la stratégie de traitement préventif de l'installation. Ce document précise les éléments ayant conduit au choix des produits biocides Inhibitor ZP8503 et Spectrus NX 1164.

Le document indique :

Inhibitor ZP8503 : Traitement mixte antitartre/anti-corrosion pour prendre en compte la qualité eau appoint (Indice Ryznar) et la protection des TAR

- asservissement à l'appoint d'eau pour garantir la proportionnalité du traitement et la simplicité de dosage.

- Suite à la présence de rouille blanche sur le faisceau de la TAR SDM Pistons, le traitement anticorrosif est renforcé (validé avec Baltimore).

Spectrus NX 1164 : Biocide non oxydant asservi à l'appoint d'eau de façon à garantir la proportionnalité du traitement et prise en compte des différences de régime de fonctionnement du circuit selon les besoins en frigori (dont conditions climatiques hiver/été). L'utilisation de ce biocide de synthèse évite toute notion d'agressivité du traitement au niveau des métaux en présence dans le circuit. Par ailleurs le biocide a démontré son efficacité pour la maîtrise du risque légionelle depuis 10 ans. choix également porté par des rejets sans AOX et THM.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Utilisation de biocides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b

Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Traitement préventif

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.

[...]

Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.

L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques

physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.

L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.

[...]

Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.

L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.

En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.

Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.

Constats :

La fiche de stratégie de traitement précise les produits mis en œuvre, leurs modalités d'injection et les concentrations appliquées.

Il est ainsi indiqué une injection en continu d'un traitement mixte antitartre et anticorrosion, destiné à prendre en compte la qualité de l'eau d'appoint et à assurer la protection des équipements.

Par ailleurs, une injection continue d'un biocide non oxydant, le SPECTRUS NX1164, est réalisée ; ce produit est constitué d'un mélange de 5-chloro-2-méthyl-2H-isothiazol-3-one (CE 247-500-7) et de 2-méthyl-2H-isothiazol-3-one (CE 220-239-6) dans un rapport 3:1 (CAS 55965-84-9, teneur 1,5 %) et est classé H410 (« Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme »).

Or, dans le contexte réglementaire français applicable aux tours aéroréfrigérantes, les biocides non oxydants sont majoritairement utilisés en traitement curatif ou intermittent ; leur injection en continu à titre préventif doit faire l'objet d'une justification technique démontrant l'absence de solution alternative adaptée, notamment au regard de la maîtrise du risque Legionella et de la limitation des dérives chimiques dans les rejets aqueux.

Conformément à l'article 26 de l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921, une telle stratégie n'est admissible que si l'exploitant établit qu'aucune autre modalité de traitement n'est possible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Apporter les éléments techniques, sanitaires et environnementaux démontrant que cette injection continue constitue la seule solution compatible avec les caractéristiques de l'installation et qu'aucun traitement alternatif, notamment oxydant ou en mode intermittent, ne peut être retenu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Produits de décomposition des biocides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Traitement préventif
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p>
<p>Constats :</p> <p>La fiche de stratégie de traitement ne mentionne pas les éventuels produits de décomposition issus des biocides utilisés au sein de l'installation.</p> <p>Toutefois, l'exploitant a transmis préalablement à l'inspection le compte rendu d'analyse des eaux de rejet de la tour aéroréfrigérante, en date du 15 décembre 2025. La fréquence d'analyses retenue est trimestrielle. Les paramètres recherchés portent notamment sur des analyses physicochimiques de base, incluant les bromures (résultat < 1 mg/L Br) ainsi que les AOX totaux (0,13 mg/L exprimé en Cl).</p> <p>Des analyses relatives aux composés organiques volatils ont également été réalisées, ciblant en particulier les solvants organohalogénés susceptibles de résulter de réactions de dégradation (bromoforme, chloroforme, dibromochlorométhane, dichlorobromométhane) ainsi que la somme des trihalométhanes. Les résultats obtenus sont inférieurs à la limite de quantification, fixée à 0,50 µg/L.</p> <p>Ces éléments permettent d'apprécier l'absence, à la date du prélèvement, de formation mesurable de sous-produits organohalogénés dans les rejets, sans toutefois que la fiche de stratégie de traitement n'explicite en amont les voies de dégradation potentielles des biocides employés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Intégrer à la fiche de stratégie de traitement les éventuels produits de décomposition issus des biocides utilisés au sein de l'installation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Indicateurs physico-chimiques et microbiologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Traitement préventif

Prescription contrôlée :

Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action.

Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.

Constats :

L'exploitant a transmis, préalablement à l'inspection, son plan de surveillance des installations. Le plan de surveillance des indicateurs physico-chimiques confié au prestataire VEOLIA WTS prévoit trois campagnes annuelles portant sur les paramètres suivants : pH, TH, TA, TAC, chlorures, conductivité, taux de concentration et teneur en fer. Les deux derniers comptes rendus intitulés « Bulletin d'analyses - Condenseurs évaporatifs », établis par le prestataire en charge du suivi, ont été communiqués à l'inspection.

En complément, un suivi interne est réalisé par l'exploitant, à une fréquence hebdomadaire, portant sur la conductivité de l'eau d'appoint ainsi que sur la conductivité de l'eau de chaque tour aéroréfrigérante. Le document « suivi eau tour 2025 » comprend un onglet dédié à l'enregistrement hebdomadaire des valeurs de conductivité. Ce tableau présente une incohérence, dans la mesure où il fait apparaître quatre tours, alors que l'établissement n'en exploite plus que trois depuis 2023.

S'agissant de la surveillance microbiologique, le plan prévoit un contrôle des indicateurs *Legionella* et des matières en suspension (MES) sur l'eau d'appoint à une fréquence minimale annuelle. Le rapport d'analyse correspondant au prélèvement du 19 novembre 2025 a été transmis.

Pour l'eau des tours aéroréfrigérantes, la surveillance des *Legionella* est réalisée à une fréquence mensuelle. Après consultation des données saisies par l'exploitant dans l'application GIDAF, l'inspection constate le respect des fréquences d'analyses pour l'année 2025.

Enfin, le plan de surveillance des rejets des tours aéroréfrigérantes prévoit des contrôles à fréquence trimestrielle et annuelle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a-----26.I.2.b-----26.I.1.c

Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Surveillance de la concentration en légionelles

Prescription contrôlée :

La fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella pneumophila* est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation.

Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de

gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques pour cette méthode d'analyse et sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).

L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées.

Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant.

Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.

Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des *Legionella pneumophila* par la réalisation d'analyses hebdomadaires en *Legionella pneumophila*, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir trois analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.

Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation.

Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en *Legionella pneumophila* est réalisée.

Constats :

Après consultation des données renseignées par l'exploitant dans l'application GIDAF, l'inspection constate que la fréquence mensuelle des analyses a été respectée pour l'année 2025. Par ailleurs, les comptes rendus d'analyses transmis préalablement à l'inspection indiquent que les prélèvements et analyses ont été réalisés conformément à la norme NF T90-431. L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu d'arrêts prolongés des installations (>1 semaine) durant l'année 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Transmission des résultats à l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e

Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Surveillance de la concentration en légionelles

Prescription contrôlée :

Les résultats d'analyses de concentration en *Legionella pneumophila* sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.

Constats :

À la suite de la consultation de l'application GIDAF en date du 24 février 2026, l'inspection relève

six cas de non-respect des délais de transmission des résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sur la période comprise entre janvier 2023 et janvier 2026. Ces écarts demeurent ponctuels et limités à quelques jours de dépassement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Surveillance de la concentration en légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air.</p> <p>-----</p> <p>En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila, cela afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, qui fausse l'analyse.</p> <p>En cas de traitement continu à base de biocide oxydant, l'action du biocide dans l'échantillon est inhibée par un neutralisant présent dans le flacon d'échantillonnage en quantité suffisante.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés par le laboratoire prestataire mandaté par l'exploitant. Les comptes rendus d'analyses relatifs aux trois tours, transmis préalablement à l'inspection, précisent les conditions de prélèvement, l'identité du préleveur ainsi que le cadre normatif applicable. Il est notamment indiqué que les opérations sont réalisées conformément aux référentiels FD T 90-522, NF EN ISO 19458, à la circulaire légionelles n° 2002/243 du 22 avril 2002 ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection l'emplacement des points de prélèvement, lesquels sont également identifiés sur le schéma de l'installation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Surveillance de l'eau d'appoint

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28.2
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Surveillance de la concentration en légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants : - Legionella pneumophila : < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée ; - matières en suspension : < 10 mg/l. La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, préalablement à l'inspection, le compte rendu d'analyse de l'eau d'appoint relatif au prélèvement réalisé le 19 novembre 2025. Les paramètres recherchés portent sur la température, le pH, les Legionella spp., les Legionella pneumophila ainsi que les matières en suspension (MES). Les résultats figurant dans ce rapport sont conformes aux critères applicables.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Résultats de l'analyse des légionelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Actions en cas de résultats non conformes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en Legionella pneumophila ou en Legionella species supérieures ou égales à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant s'assure que le laboratoire l'informera des résultats provisoires confirmés et définitifs de l'analyse par des moyens rapides (télécopie, courriel) si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse dépasse le seuil de 1 000 UFC/L ; - le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse rend impossible la quantification de Legionella pneumophila en raison de la présence d'une flore interférente.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pu vérifier lors de la visite que le contrat avec le laboratoire d'analyse prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une information rapide de l'exploitant en cas de résultats provisoires confirmés et définitifs non conformes - la conservation des souches en cas de dépassement du seuil de 100 000 UFC/L (en vue d'une comparaison en cas de légionellose).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Justifier auprès de l'inspection que le contrat conclu avec le laboratoire d'analyses intègre l'ensemble des exigences prévues par la prescription applicable.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Procédures écrites

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b-----26.I.1.c</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Actions en cas de résultats non conformes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chacune des situations de dépassement de concentration en Legionella pneumophila décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.</p> <p>-----</p>

<p>Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection les procédures à appliquer dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dépassement du seuil de 100 000 UFC/L - Présence de légionelle entre 1000 et 100000 UFC/L, - Procédure Dérive MES/Légionelle sur eau appoint - Présence de flore interférente - Procédure en cas d'arrêt prolongé (Après un arrêt de l'installation supérieur à 1 semaine)
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/L

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.a-----26.II.1.b-----26.II.1.c-----26.II.1.d-----26.II.1.e-----26.II.1.f</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Actions en cas de résultats non conformes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L</p> <p>Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : « Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau ».</p> <p>Ce document précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les coordonnées de l'installation ; - la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ; - la date du prélèvement ; - les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. <p>En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abatement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.</p> <p>Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR,</p>

dans un délai de quinze jours.
<p>Constats :</p> <p>La procédure de gestion des dépassements du seuil de 100000 UFC/L reprend et décline les actions prévues dans l'AMPG de la manière suivante :</p> <p>Arrêt immédiat de la dispersion d'aérosols par la ou les tours concernées, conformément à la procédure interne d'arrêt d'urgence;</p> <p>Mise en œuvre d'actions curatives visant à réduire rapidement la concentration en Legionella, avec description détaillée des mesures appliquées;</p> <p>Information sans délai de l'inspection,</p> <p>Recherche des causes du dépassement et mise en œuvre d'actions correctives appropriées. La procédure ne formalise pas les modalités de redémarrage de la dispersion (décideur, critères); cette responsabilité incombe à l'exploitant et ne nécessite pas d'accord préalable de l'inspection. Par ailleurs, la procédure prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La réalisation d'un prélèvement pour analyse afin de vérifier l'efficacité des actions correctives, dans un délai de 48h à 1 semaine après mise en œuvre; - La transmission des résultats à l'inspection et la mise en place d'une surveillance renforcée pendant trois mois; - Une phase de retour d'expérience avec mise à jour de l'AMR et des documents associés; - La transmission d'un rapport d'incident à l'inspection avec les délais associés; - Une vérification par un organisme externe dans les six mois suivant le prélèvement ayant conduit au dépassement. Cette organisation permet d'assurer la maîtrise du risque Legionella et la traçabilité complète des actions correctives et préventives.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Formaliser dans la procédure les modalités de redémarrage de la dispersion.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Concentration en Legionella pneumophila entre 1 000 UFC/L et 100 000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2.a-----26.II.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Actions en cas de résultats non conformes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration mesurée en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L</p> <p>Cas de dépassement ponctuel :</p> <p>En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L.</p> <p>Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la</p>

norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté

Cas de dépassements multiples consécutifs :

Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives complémentaires pour gérer le facteur de risque identifié.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, par télécopie et par courriel, précisant la date des dérives et les concentrations en *Legionella pneumophila* correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive, met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.

La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

Constats :

La procédure transmise par l'exploitant en amont de l'inspection reprend et décline les actions prévues dans l'arrêté ministériel de prescriptions générales

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Présence de flore interférente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.3

Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Actions en cas de résultats non conformes

Prescription contrôlée :

Actions à mener si le dénombrement des *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est rendu impossible par la présence d'une flore interférente

a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90 431. Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du

<p>circuit.</p> <p>b) Si le dénombrement des <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède sous une semaine à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et correctives.</p> <p>c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p>
<p>Constats :</p> <p>La procédure transmise par l'exploitant en cas de présence de flore interférente prévoit les étapes suivantes :</p> <p>Réalisation immédiate d'un nouveau prélèvement pour analyse de <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431, suivie de la mise en œuvre d'actions curatives afin de maintenir la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> en dessous de 1000UFC/L dans l'eau du circuit. Si le dénombrement des <i>Legionella pneumophila</i> reste impossible en raison de la présence de flore interférente, l'exploitant procède, dans un délai maximal d'une semaine, à la recherche des causes et à la mise en place des actions correctives et curatives appropriées.</p> <p>Après mise en œuvre de ces actions, une nouvelle analyse de <i>Legionella pneumophila</i> est réalisée selon la norme NF T90-431 afin de vérifier l'efficacité des mesures appliquées, dans un délai compris entre 48heures et une semaine suivant les interventions.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Règles d'implantation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Contrôles sur le terrain</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués ni au droit d'une prise d'air ni au droit d'ouvrants. Les points de rejets sont aménagés de façon à éviter l'aspiration de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures ;</p> <p>b) L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués ni au droit d'une prise d'air ni au droit d'ouvrants. L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 21 : Rétentions des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Contrôles sur le terrain</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants) avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que les produits de traitement sont conservés dans une armoire fermée et disposés sur rétention.</p> <p>L'inspection constate également que les mesures relatives au stockage des produits chimiques, prévues à la suite du déversement accidentel survenu en 2023, ont été effectivement mises en œuvre par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 22 : Entretien des appareils et réserves en produits de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Contrôles sur le terrain</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les appareils de traitement et les appareils de mesure sont correctement entretenus et maintenus, conformément aux règles de l'art. L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les appareils de traitement et les appareils de mesure sont en fonctionnement et correctement entretenus. L'exploitant indique disposé de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 23 : Entretien de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.-----26.I.2.c</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Contrôles sur le terrain</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.</p> <p>-----</p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>La fréquence de nettoyage des tours aéroréfrigérantes (TAR) est semestrielle. L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, les deux derniers rapports de nettoyage des trois TAR, réalisés les 9 mai 2025 et 22 décembre 2025. Ces opérations sont confiées à un prestataire extérieur.</p> <p>Le nettoyage comprend à la fois des actions chimiques et mécaniques détaillées dans les rapports de nettoyage.</p> <p>L'Inspection constate lors de la visite le bon état général des TAR.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 24 : Emplacement et marquage du point de prélèvement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Contrôles sur le terrain</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air.</p> <p>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence effective des points de prélèvement sur les installations et relève qu'ils font l'objet d'un affichage permettant leur identification.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 25 : Carnet de suivi des interventions sur l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Contrôles sur le terrain</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :

- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;
- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;
- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;
- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;
- le tableau des dérives constatées pour la concentration en *Legionella pneumophila*, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;
- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;
- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ;
- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;
- les modifications apportées aux installations.

Sont annexés au carnet de suivi :

- le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;
- l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ;
- les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ;
- le plan de formation ;
- les rapports d'incident et de vérification ;
- les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées ou d'un organisme agréé, tels que définis au point V, relatifs aux résultats des mesures et analyses ;
- les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en *Legionella pneumophila* et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I.3 ci-dessus ;
- les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau tels que définie à l'article 5.5.

Le carnet de suivi est propriété de l'installation.

Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées, un contrôle périodique ou une vérification.

Constats :

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection le fichier intitulé « suivi eau tour 2025 ». L'analyse de ce document met en évidence plusieurs incohérences et insuffisances.

L'onglet «Présentation et mode d'utilisation» n'est pas à jour et comporte des incohérences avec l'AMR (mention de quatre circuits au lieu de 3). Les dénominations des produits utilisés ne sont pas actualisées.

L'onglet relatif à la stratégie de traitement intégré au fichier présente également des éléments obsolètes et incohérents avec la fiche de stratégie transmise séparément à l'inspection.

Le tableau de suivi figurant dans l'onglet consacré à la consommation de produits apparaît peu lisible et comporte des données manquantes. L'AMR identifie déjà la nécessité d'améliorer la surveillance des consommations de produits de traitement, notamment par la mise en place d'un

dispositif de suivi permettant de corrélérer les consommations aux volumes d'eau d'appoint et de vérifier leur adéquation avec les dosages prescrits.

L'onglet relatif à la consommation d'eau présente un relevé hebdomadaire du compteur général et des compteurs d'eau d'appoint des trois tours ; toutefois, l'inspection constate que certaines valeurs sont absentes, de même que pour les volumes d'eau rejetés.

Enfin, un onglet recense les interventions à réaliser et leurs fréquences respectives, mais le tableau correspondant n'est pas complété.

Ce document ne permet donc pas d'assurer une traçabilité pleinement satisfaisante de l'exploitation et du suivi des installations.

Formations : L'exploitant a transmis en amont de l'inspection la liste des référents (8) désignés pour la surveillance et l'exploitation des tar ainsi que les attestations de formations « prévention des proliférations de légionelles 1 - opérateurs intervenants sur TAR et « informations des risques légionelles » Les dernières formations ont été dispensées en 2018 (8 personnes) et 2020 (3 personnes). Une formation de recyclage est prévue cette année pour 11 personnes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Procéder à la mise à jour complète du fichier « suivi eau tour 2025 », afin d'assurer sa cohérence avec la situation réelle de l'installation et avec les éléments figurant dans l'AMR.

Compléter l'ensemble des tableaux de suivi (consommations de produits, consommations d'eau d'appoint, volumes de rejets, interventions réalisées), renseigner les éventuelles périodes d'arrêt et garantir la traçabilité exhaustive des données. Mettre en place un dispositif fiable de suivi des consommations de produits de traitement permettant de vérifier leur adéquation avec les volumes d'eau d'appoint et les dosages prescrits.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 26 : Obligation de port d'EPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.VI

Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Contrôles sur le terrain

Prescription contrôlée :

Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.

Constats :

Un panneau, apposé de manière visible sur la porte d'accès verrouillée de l'escalier d'accès à la terrasse, signale l'obligation du port de masque.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 27 : Produits de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (DC) – Traitement préventif

Prescription contrôlée :

Présence des Fiches de Données de Sécurité pour les produits de traitement utilisés
Constats : L'exploitant a transmis en amont de l'inspection les fiches de données de sécurité et les fiches produits correspondant aux 3 produits utilisés (anticorrosion et anti tartre et 2 biocides non oxydants)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 28 : FDS (REACH ou règlement des produits biocides)

Référence réglementaire : Autre du 22/05/2012, article Art.37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Inspection TAR (E) – Contrôles sur le terrain
Prescription contrôlée : Les conditions de stockage, d'utilisation, d'élimination et d'étiquetage du produit sont conformes à la FDS.
Constats : L'inspection constate que les conditions de stockage, d'utilisation, d'élimination et d'étiquetage du produit sont conformes à la FDS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 29 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2008, article 4.3.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales polluées doivent pouvoir être collectées sur le site dans des ouvrages de rétention appropriés. Après collecte, elles sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les aménagements réalisés afin de sécuriser le réseau d'eaux pluviales en cas de déversement accidentel ou d'incident sur le site. Ces travaux ont été engagés à la suite du déversement accidentel survenu en 2023 et ont fait l'objet de plusieurs échanges entre le service de l'inspection des installations classées et l'exploitant, notamment dans le cadre de la mise à jour de l'étude de dangers. Les aménagements réalisés consistent notamment à rediriger les eaux pluviales provenant des voiries situées au sud du site vers le bassin de gestion des eaux pluviales. Un séparateur d'hydrocarbures a par ailleurs été installé en amont de ce bassin. En complément, un dispositif d'obturation a été mis en place en amont de l'exutoire, comprenant une vanne automatique permettant d'interrompre l'évacuation des eaux pluviales en cas de pollution accidentelle. La vanne est maintenue ouverte en fonctionnement normal, mais peut

être fermée soit manuellement, soit automatiquement. Le dispositif automatique est asservi à une sonde de pH : en cas de détection d'une anomalie traduisant une pollution potentielle, un signal est transmis à un automate qui commande la fermeture de la vanne. Simultanément, une alarme est déclenchée au niveau de l'atelier maintenance afin d'alerter les équipes du site.

Type de suites proposées : Sans suite